

R **n°366 11/07/2013 2€50** **ert**
LE JOUR **TIFS**

EGYPTE
TUNIS
BRES

PAS DE TRÊVE POUR LES MOBILISATIONS POPULAIRES

Communiqué des yourtes de Bussiere-Boffy : Des yourtes en cassation

Les trois familles habitant en yourtes depuis 2007, à Bussière-Boffy, en Haute-Vienne, ont été condamnées par la Cour d'appel de Limoges du 14 juin 2013, à la démolition de leurs habitats d'ici trois mois, avec une astreinte de 75 € par jour et par yourte, et une amende totale de 4 340 €. Face à l'indignation générale, les familles condamnées ont décidé de se pourvoir en cassation afin de faire reconnaître leurs droits ainsi que la légitimité de cet habitat écologique et sa fonction sociale, notamment en zone rurale. Ce pourvoi suspend l'application des peines. Pour nous permettre de continuer à nous défendre, si vous le pouvez, merci de nous aider en envoyant un don

- soit par chèque à l'ordre de : HALEM (Association des habitants de logements éphémères ou mobiles), inscrire au dos du chèque : soutien aux yourtes de Bussière-Boffy, puis envoyer à l'adresse suivante : Aude Bach Roche - 87330 Bussière-Boffy
- soit par virement internet avec ce lien : <http://www.halemfrance.org/spip.php?article110>

Depuis son élection en 2008, le maire de Bussière-Boffy s'acharne par tous les moyens - c'est sans doute le seul maire de France à avoir fait fermé l'école de sa commune - à faire partir ces familles avec enfants qui vivent dans des yourtes, sur des terrains leur appartenant ou appartenant à des amis (également condamnés). Il a pour cela rendu leurs terrains inconstructibles, malgré l'avis de la commission d'enquête publique,

et s'apprête à les exclure du PLU en cours d'élaboration pour geler définitivement leurs droits. Grâce à une mobilisation populaire, les familles avaient été régularisées en mai 2009 par le sous-préfet, la DDE et le maire. Aucune de ces trois autorités n'a respecté son engagement. Depuis 5 ans, ces familles font l'objet de nombreux abus de pouvoirs, de plaintes, de harcèlement administratif et de discriminations de la part du maire. Jusqu'ici, ils ont toujours eu gain de cause dans les procédures qui les ont opposés à la mairie. Mais l'État a fait appel du jugement de décembre 2012 qui relaxait les habitants des yourtes, et les très lourdes réquisitions de l'avocate générale de la Cour d'appel ont été suivies à la lettre, niant les droits fondamentaux et la légitimité de ces habitants.

Dans une période de crise écologique profonde, et une situation économique sans précédent, face à la pénurie de logements et à la désertification des campagnes, les habitats alternatifs comme la yourte apportent une réponse positive. Sa faible empreinte environnementale, l'autonomie énergétique de ses habitants et ses assainissements écologiques en font un habitat qui devrait être favorisé par l'État plutôt que criminalisé. C'est pourquoi, pour défendre leur droit à la terre, pour préserver l'intérêt des enfants et des générations futures, les familles concernées ont décidé de se pourvoir en cassation. Tous vos dons seront exclusivement utilisés pour les frais liés à la procédure de défense des yourtes.

Pour plus d'informations : <http://yourtesbussiere-boffy.info/>

Bon de souscription à joindre au chèque

Je fais un don pour contribuer à la défense des yourtes de Bussiè-res-Boffy. J'accepte que mon don soit affecté à une autre procédure de défense de yourtes, s'il y avait un reliquat.

Mon don est de €

Prénom et Nom.....

Adresse

Adresse mail



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
Mathieu COLLOGHAN, Bruno DELLA SUDDA, Vincent DUGUET, Sinan EDEN, Soumya Ammar KHODJA, Paulo MARQUES, Dominique MONTERRAT, Richard NEUVILLE, Rémy QUERBOUËT et Jacques THOMAS

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG



Brésil, Turquie, Tunisie, Egypte, Palestine : pas de trêve pour les mobilisations populaires. Nous revenons sur ces diverses mobilisations, à l'issue incertaine mais qui témoignent de la force des aspirations émancipatrices et des dynamiques d'autoorganisation.

Nous reviendrons sur plusieurs de ces processus lors de l'Université d'été des Alternatifs du 21 au 24 août. Celle-ci a pour fil conducteur l'autogestion, comme but, moyen et chemin. C'est pourquoi nous croiserons théorie et expérimentations.

Nous débattons de la stratégie autogestionnaire, de la «révolution longue», approfondirons la réflexion sur le «partimouvement», et sur les relations entre celui-ci et les mobilisations et formes d'auto-organisation, socles indispensables de la transformation sociale et écologique.

Rouge&Vert rend largement compte des premiers débats en vue de la constitution d'une nouvelle force de gauche alternative. Plusieurs débats de notre Université d'été seront consacrés à cette démarche, dont le congrès des Alternatifs, réuni les 9, 10 et 11 novembre tirera le bilan, comme celui de notre participation au Front de Gauche.

La dynamique de l'auto-organisation est aussi à l'oeuvre de Notre-Dame des Landes aux collectifs contre l'extractivisme et l'exploitation des gaz de schiste. Prochain rendez-vous de mobilisation : le rassemblement studieux et festif de Notre-Dame des Landes, les 3 et 4 août.

Bel été.

■
Rouge&Vert

IL FAUT UNE AUTRE REFONDATION DANS L'OPTIQUE DE L'ÉMANCIPATION ET DE L'AUTOGESTION

Le sénat a adopté en deuxième lecture le projet de loi de refondation de l'école va débiter qui au final a été peu modifié lors de son examen par les assemblées parlementaires.

Certes les régions devront se concerter avec les recteurs d'Académie pour décider de la carte des formations professionnelles, certes la mise en œuvre du service public d'orientation tout au long de la vie n'est pas confiée à la région seule.

Mais l'essentiel demeure: les créations de postes sont insuffisantes pour récupérer les postes supprimés sous le quinquennat de Sarkozy, largement compenser les départs en retraite à venir et tenir compte de la démographie scolaire. Plus inquiétant encore aucune garantie n'existe puisque l'annonce de cette augmentation de moyens est placée en annexe et non dans le corps du projet de loi.

Le socle commun, pilier de la réforme Fillon de 2005 et qui établit une école à plusieurs vitesses est maintenu quasiment tel quel.

C'est aussi un projet imposé par le haut, sans aucune consultation à la base des personnels et des usagers dans les établissements, les quartiers et les localités.

C'est un projet qui ignore la nécessité d'un véritable travail en équipes pédagogiques avec un temps de concertation intégré au service des personnels enseignant-e-s. La transformation nécessaire des programmes, des contenus et des pédagogies à mettre en œuvre est repoussée, les lycées restent inchangés ainsi que le statut des élèves dépourvus de droits significatifs. Ces éléments sont pourtant décisifs pour aider les enseignant-e-s à faire reculer l'échec scolaire. Comment, dans de telles conditions, prétendre lutter contre l'échec scolaire qui continue de pénaliser en particulier les enfants issus des milieux populaires ?

De plus, c'est un projet qui ne touche aucunement à la hiérarchie, celle-là même qui a imposé les changements de programmes, le plus souvent réactionnaires, sous la droite.

Et enfin, ce projet satisfait aux exigences du MEDEF, d'une part en cautionnant le discours mensonger selon lequel c'est une mauvaise formation des jeunes qui expliquerait le chômage et, d'autre part, en s'inscrivant dans les pas de la droite à travers la volonté de rapprochement entre l'École et le monde de l'entreprise

Ce projet de loi Peillon tourne le dos à une nécessaire et véritable refondation

de l'école. Les Alternatifs, membres du Front de Gauche, regrettent l'abstention des élu-e-s du Fdg en 1ère lecture à l'assemblée nationale puis leurs votes favorables à ce projet de loi.

Les Alternatifs ne se considèrent pas engagés par un tel vote et ils continueront, comme ils l'ont toujours fait, à lutter pour une autre école et une autre société, une école réellement refondée, une école émancipatrice et autogestionnaire. ■

INSCRIPTION UNIVERSITE D'ETE DES ALTERNATIFS

informations www.alternatifs.org

POUR VOUS INSCRIRE

Merci de faire parvenir le bulletin ci-dessous et un chèque à l'ordre de A.F. ALTERNATIFS en fonction du mode d'hébergement choisi, Aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris

NOM : PRENOM :

ADRESSE POSTALE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

NOMBRE DE PERSONNES :

MODE D'HEBERGEMENT/TARIF (cochez la case) 1 2 3 4 5

MONTANT TOTAL : (chèque A.F. ALTERNATIFS)

Les Alternatifs
27 juin 2013

VIVE LA REVOLUTION EGYPTIENNE !

Rouge et Vert publie ce communiqué du 5 juillet comme bilan d'étape. Les processus en cours en Egypte et l'intervention de l'armée nécessiteront d'apporter de nouveaux éléments d'analyse.

La mobilisation extraordinaire du 30 juin au 3 juillet dans toute l'Égypte, à laquelle ont participé plusieurs millions de personnes, est un événement historique d'une portée considérable pour l'Égypte, pour le processus révolutionnaire en cours dans le monde arabe, et à l'échelle du monde entier, vu la place géostratégique importante de ce pays. Elle a débouché sur la destitution par l'armée du président Morsi qui a si bien su se couler dans le mode néo-libéral autoritaire de Moubarak.

Ce sont les jeunes, les femmes - en dépit des violences terrifiantes qui leur sont faites et

auxquelles ce processus doit immédiatement mettre fin -, les milieux populaires, qui sont ensemble le fer de lance de cette mobilisation populaire égyptienne qui touche maintenant la société tout entière

Cette mobilisation s'inscrit dans le processus en cours, ouvert fin 2010 en Tunisie puis en Égypte quelques semaines plus tard : il s'agit bien d'un processus, d'une révolution longue qui touche à des degrés et des rythmes divers l'ensemble du monde arabe.

Cette mobilisation est le point d'orgue d'une séquence de plusieurs mois de mobilisation populaire marquée par de nombreuses grèves et manifestations, de nombreux actes de désobéissances civiles ainsi que de véritables expériences autogestionnaires notamment à Port Saïd depuis le début de l'année 2013. Cette période a vu une radicalisation des revendications démocratiques, économiques et sociales chez les jeunes, les femmes et les milieux populaires. Il s'agit très clairement d'une volonté populaire d'approfondissement du processus révolutionnaire égyptien.

Durant les années 2000, les luttes sociales du mouvement ouvrier égyptien se sont amplifiées jouant un rôle majeur dans la période pré-révolutionnaire. En 2011, le début du processus révolutionnaire a vu émerger un syndicalisme indépendant et radical avec notamment la création de la Fédération égyptienne de syndicats indépendants qui revendique aujourd'hui 2 millions d'adhérent-e-s. C'est un appui majeur pour les revendications populaires et pour l'approfondissement du processus révolutionnaire égyptien.

Pour la révolution en danger en Tunisie, pour la révolution populaire syrienne en

difficulté face à la dictature encore en place mais aussi face à la duplicité et aux contradictions de la communauté internationale, pour l'ensemble du monde arabe et pour la résistance palestinienne, la mobilisation égyptienne constitue à la fois un stimulant et un point d'appui majeurs.

Pour les peuples européens et en particulier sur les rives nord de la Méditerranée, cette mobilisation exemplaire doit être soutenue sans réserve, et considérée comme le plus bel encouragement à nos propres mobilisations pour une alternative anticapitaliste, démocratique, sociale, féministe et écologiste.

Notre solidarité avec la révolution égyptienne doit être multiforme et le mouvement altermondialiste, dans le prolongement du succès éclatant du FSM de Tunis, peut et doit jouer tout son rôle dans cette optique. Il s'agit de préfigurer les nouvelles relations Nord-Sud qui seront celles du nouveau monde qui émerge et dont les changements de l'Amérique afro-latino-indienne et du monde arabe sont la pointe avancée à l'échelle mondiale.

Les Alternatifs seront particulièrement attentifs :

- à toutes les tentatives de confiscation de cette mobilisation populaire par l'armée comme par la bourgeoisie.

- à toutes les tentatives de négation du caractère profondément démocratique et sociale de cette mobilisation.

- à ce qui émerge de cette mobilisation populaire égyptienne, aux pratiques d'auto-organisation, d'autogestion et de citoyenneté active, à la place majeure des jeunes, des femmes et des milieux populaires.

Là-bas comme ici, ce bloc politico-social est celui de l'émancipation et du changement de société : vive la révolution égyptienne !

Nous n'avons pas le droit de laisser tomber Amina

Amina, 19 ans, devrait avoir passé son bac et en attendre les résultats. Elle attend en prison d'être jugée pour avoir écrit «Femen» sur le muret du cimetière de Kairouan. Pourquoi la garde-t-on en captivité ? Va-t-on lui faire subir longtemps une peine démesurée ?

Cette décision judiciaire est un des visages de l'injustice que les Tunisiens essayent de secouer depuis décembre 2010. Amina nous incite à rester en veille. Nous lui sommes redevables d'avoir affronté avec la détermination de sa jeunesse une des aliénations de notre société, celle de considérer la femme comme un simple objet sexuel. L'invocation de la pudeur et des bonnes mœurs sont un voile jeté sur cette forme d'indignité qu'elle dénonce.

Amina est-elle en train de payer le refus de ce poids ancestral qui a façonné nos habitudes de vie et de jugement ? De s'être élevée avec les moyens dont elle disposait contre un mal être insupportable ne justifie pas qu'on la traite sans égards. Dans la panoplie des dangers qui menacent la transition tunisienne, les forces de l'ordre et de la justice n'ont-elles pas d'autres priorités que de garder en prison une jeune femme qui a besoin de sa famille et des siens pour retrouver calme et sérénité ?

La colère pacifique d'Amina devrait nous amener à réfléchir aux façons dont on peut apaiser une jeunesse impatiente de récolter les fruits d'une révolution qui mérite d'être poursuivie. Ne coupons pas les ailes à ceux qui, comme elle, ne font que se mettre en danger. Ils nous alertent sur le souffle à garder pour que la Tunisie continue à avancer vers la liberté de chacun et la dignité de tous.

Nous n'avons pas le droit de laisser tomber Amina. ■

**Kmar BENDANA
Hammam-Lif (Tunisie),
le 18 juin 2013**

NDLR : Ce texte a été écrit pour une association tunisienne

L'alchimie de la Mayonnaise

Ça commence par un campement pour empêcher la destruction d'un parc public au centre d'Istanbul qui est attaqué par la police¹. Le lendemain, le nombre de manifestants a augmenté ; La police attaque à nouveau ; En quelques jours, 100 000 personnes sont dans la rue, repoussant les barrières de sécurité de la police à 2 heures du matin. En quelques jours, le nombre de manifestants s'est encore multiplié. Des démonstrations de solidarité ont lieu dans des centaines de villes.

Comment cela est-il arrivé ? Comment des centaines de milliers de personnes ont-elles pu clamer à l'unisson «*Du gaz au poivre ? Hourra !!*» face aux canons à eau ? Comment avons-nous organisé cette chaîne humaine de 300 mètres sur la rue d'İstiklal², pour acheminer pavés et autres éléments de nos barricades ? (En fait, deux lignes parallèles). Est-ce qu'un seul d'entre nous a imaginé possible d'entendre des centaines de personnes sur le ferry³ chanter «*Notre chemin est le chemin de la Révolution ! Venez, frères et soeurs, venez ! Notre pays est plein de fascistes maintenant, à l'attaque frères et soeurs, à l'attaque!*»

Ce billet essaie de donner une réponse à ces questions. Une réponse partielle car elle fera l'impasse sur les raisons réelles de la colère populaire. Impasse sur les pratiques illégales du gouvernement pour maintenir détenus des milliers de prisonniers politiques sans même d'actes d'accusations ; Impasse sur la question kurde ; Impasse sur la question alaouite⁴ ; La question arménienne ; Impasse les vues impérialistes du gouvernement AKP à propos de la Syrie ; Impasse sur comment l'AKP a déclaré la guerre à l'écosystème au travers d'une stratégie combinant OGM, développement de l'exploitation charbonnière, des barrages hydroélectriques et de l'énergie nucléaire, et les projets de développement urbains géants ; Impasse sur l'islamisation de la société et de la politique au travers d'une transformation profonde du système éducatif, par le biais d'interdictions et de restrictions sur la consommation d'alcool et via des discours sexistes et discriminant contre les femmes et les LGBT ; Impasse aussi sur les

violations des droits du travail, l'interdiction de la célébration du 1^{er} mai, la généralisation de la précarité professionnelle et les privatisations.

Je fais sciemment ces impasses car je pense qu'il y a un élément essentiel à souligner, qui pourrait être utile aux socialistes et/ou aux révolutionnaires du monde entier.

Je parlerai de l'alchimie de la Mayonnaise.



À en croire Wikipedia, la «*mayonnaise se fait doucement par ajout progressif d'huile à un jaune d'oeuf, fouetté vigoureusement*». Il ne faut pas trop d'huile, car cela risquerait de gâter la mayonnaise. Il faut aussi être très patient durant le temps de préparation.

Il faut souligner que les meilleures mayonnaises sont obtenues pas la répétition d'un seul acte : ajouter doucement l'huile en fouettant.



1. A la frontière du quartier universitaire de Taksim, où l'on retrouve boutiques branchées, bars de nuit et sièges d'organisations de gauche et le quartier très populaire de Beyoglu se niche le parc Gezi. Une des multiples opérations immobilières géantes stambouliotes prévoyait la destruction du parc pour y construire un centre commercial géant. Une poignée de militants (en particulier de Yesil Ve Sol et d'Ekosoyalist Kolektif) défendaient depuis plus d'un an et dans l'indifférence générale ce parc.

2. La rue piétonne d'İstiklal tient de Bastille et des Halles réunis

3. Les ferries sont massivement utilisés à Istanbul, en particulier pour les travailleurs venant des quartiers populaires asiatiques d'Istanbul et allant au travail du côté occidental du Bosphore.

4. La laïcité turque est sensiblement différente de l'approche française. Même si l'état turc rejette radicalement le Califat (C'est à dire le pouvoir politique suprême de l'islam), revendique la Laïcité comme valeur centrale, utilise le calendrier chrétien – avec y compris le dimanche chômé- ou interdit le port du voile dans les universités, l'état turc salarie les Imams et c'est un gouvernement kémaliste revendiquant pourtant une laïcité radicale qui a réintroduit l'enseignement de l'islam à l'école dans les années 80 (pour contrer un «*risque de marxisation*» des jeunes). L'état turc contrôle donc «*son*» islam, même si on ne peut pas parler de religion d'état. Et ne reconnaît que l'islam Sunnite, niant l'existence de 20/25 % d'Alévis (Chiites à l'approche mystique, proche du Soufisme), ni aux autres chiites (courants jafaristes) et aux Alaouites. Ces derniers subissent dans le sud du pays un racisme de l'administration et de la police que l'état ne combat pas.

Le 21 Juin, l'Association Médicale Turque dénombrait 4 décès, 7836 blessés dont 60 blessés graves ; 101 traumatismes crâniens et 5 personnes aux pronostics vitaux engagés.

Comme en témoignerait tout cuisinier expérimenté, rien ne vaut l'entêtement. Vous suivez scrupuleusement une recette. Et vous constamment aussi aisément si vous êtes allé trop loin.

Vous avez fabriqué une sorte de beurre. Et du mauvais beurre.

Nous avons été gazés quand nous avons protesté contre le projet de nucléarisation. Nous avons été arrêtés parce que nous avons publié des articles critiquant la politique répressive du gouvernement. Nous avons été détenus pour avoir critiqué la réintroduction en force de cours de religion en école primaire. Nous avons été gazés encore quand nous bloquions l'autoroute desservant une zone d'extraction du charbon. Nous avons été battus par la police quand nous avons manifesté contre la politique du gouvernement sur la question syrienne.

Socialistes, Communistes, révolutionnaires en Turquie étaient déterminés à combattre pour l'émancipation de la société, à combattre pour un monde meilleur. Nous étions toujours là, face aux expressions répressives de l'appareil d'État (sous la forme de police anti-émeute et de lacrymogènes), en combattant pour les droits humains. Parfois nous étions quelques centaines, parfois des milliers, quelques fois des centaines de milliers. Mais la plupart du temps quelques centaines.

Mais tu sais quoi ?! Les premiers campeurs aussi étaient aussi quelques centaines. Ils ont été attaqués par la police le premier jour du campement. Et sont revenus le lendemain. Attaqués à nouveau par la police. Et revenant encore le jour suivant, plus nombreux. La police a ré-attaqué. Cette fois en brûlant les tentes et tout leur matériel. Alors quelque chose d'inattendu s'est

produit : Tous sont venus ! Des centaines de milliers de manifestants sont apparus dans les brumes des lacrymogènes stambouliotes. 250 villes ont témoigné leur solidarité dans des manifestations locales.

En face, un état fasciste incapable d'appréhender les demandes des gens, qui ne maîtrise pas le concept de négociation avec l'opposition, qui déclare la guerre à ses citoyens. Le 21 Juin, l'Association Médicale Turque dénombrait 4 décès, 7836 blessés dont 60 blessés graves ; 101 traumatismes crâniens et 5 personnes aux pronostics vitaux engagés. 11 personnes

ont perdu l'usage d'un œil et une de sa rate. Ajoutez à cela des milliers de détentions et des dizaines d'arrestations, que poursuit encore la police au moment où ces lignes sont écrites.

Pourtant, le pays a repris en cœur le slogan « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » La société turque a découvert son pouvoir.

Nous avons montré que les militants révolutionnaires étaient toujours en première ligne pour défendre les droits des classes populaires. Mais nous avons vu aussi que nous avions un soutien populaire réel. Ces gens nous donnant les produits contre les gaz acides pour laver nos yeux, nous donnant asile dans leurs maisons lors des charges policières, scandant « côte à côte contre le fascisme » et disséminant dans le monde entier photos et vidéos de notre mouvement.

C'est ça, la mayonnaise qui prend. La bonne longueur d'onde trouvée et nous sommes devenus des millions. Certains analyseront les raisons, les dynamiques et les conséquences de ce soulèvement turc. Certains expliqueront pourquoi le gouvernement n'a pas fait de gestes pour calmer les manifestants ; Pourquoi la confrontation à Ankara continue sans un seul jour de cessez-le-feu depuis plus de trois semaines. Certains apprendront sûrement beaucoup sur le mode opératoire fasciste.



Mais s'il doit y avoir une seule chose que nos camarades français doivent retenir du mouvement social turc, c'est l'alchimie de la Mayonnaise. S'il n'y a qu'une chose qu'ils doivent retenir, c'est l'importance de la détermination politique. Nous n'en étions pas conscients avant le début de ce mouvement.

S'il n'y a qu'une morale à cette histoire, c'est la suivante : Ne jamais céder, ne jamais abandonner !

■
Sinan EDEN

Membre de RAGA Turquie

Istanbul - Lisbonne, 23 Juin 2013
Traduction et notes M. COLLOGHAN

Ce mois de Juin, le Brésil a été le théâtre d'une vague de manifestations et de mobilisations populaires comparable aux manifestations de masse qui aboutirent à l'empêchement du président Fernando Collor en 1992, il y a plus de vingt ans. Des centaines de milliers de jeunes sont sortis dans la rue dans plus de 400 municipalités (on a compté 438 rassemblements) entre le 14 et le 20 Juin. Tous les États, y compris le District Fédéral (État de Brasília NDLR), ont été touchés par le mouvement. Dans les capitales d'État comme Rio de Janeiro, Sao Paulo et Porto Alegre, la foule a atteint respectivement : 300 000, 100 000 et 20 000 participants.

La vague d'indignation des jeunes dans diverses parties du monde, a finalement atteint notre pays qui jusqu'à présent était le « modèle » du développement et de la stabilité. Ce n'était qu'une illusion pour ceux qui connaissent la réalité profonde de l'inégalité sociale qui caractérise le plus grand et le plus riche pays d'Amérique Latine. L'indignation vient du secteur le plus touché par l'exploitation permanente du système, victime directe d'un modèle économique, et des limites des mesures des pouvoirs publics pour répondre aux attentes de millions de jeunes.

Le résultat le plus emblématique de cette situation est très bien décrit dans l'article "Barramos: 15 anos em 15 dias" sur le site Passapalavra.info, -publié peu de temps après l'annonce de l'arrêt de la procédure d'augmentation des tarifs de transport de la ville de São Paulo- annonce faite conjointement par le gouverneur de l'État Geraldo Alkmin (PSDB) et le maire de la ville Fernando Haddad (PT) qui montra que le

LE BRÉSIL INDIGNÉ

mouvement social gagna sur les deux principaux partis du pays, le PT et le PSDB :

“ Les deux plus grands partis qui dirigent la politique institutionnelle du pays ont été mis en échec par la lutte directe menée par un jeune mouvement social, une lutte qui a parcouru les rues bien loin des cabinets et autres tables des négociations. Il s’agit d’une expérience inédite pour une génération de militants qui, depuis plus de 15 ans, est contrainte de croire que l’acceptation des espaces préétablis par les institutions du pouvoir est l’unique chemin à suivre et qui fut éduquée à admettre que l’unique politique réalisable est la politique du possible, de la réduction des ambitions, de la bureaucratie.”

La chronologie du mouvement, du début à l’annulation de l’augmentation des tarifs à São Paulo, peut être analysée en trois temps et en moins de quinze jours, organisés par le Movimento Passe Livre de São Paulo. Le premier moment a été celui de la criminalisation de la part des gouvernements (y compris le maire de São Paulo, du PT) qui ont utilisé de manière brutale la force policière contre les manifestants. Un second moment a été la massification des mobilisations qui a eu pour conséquence la victoire contre l’augmentation des tarifs, à São Paulo et aussi dans de nombreuses villes du pays. Le dernier moment, qui se déroule encore actuellement, est celui de la polarisation politique. Ce dernier a lieu principalement quand les secteurs conservateurs dirigé par les médias et les partis de droite cherchent à profiter des manifestations et les orienter contre le gouvernement

Les mobilisations autour des questions de tarif des transports ne sont pas nouvelles, elles s’appuient sur quasiment dix années¹ d’organisation et d’actions d’un mouvement qui dans ses revendications stratégiques du transport gratuit avance une réflexion sur la possibilité de penser la structuration urbaine de manière plus démocratique.

En avançant la revendication du « Tarif zéro » comme objectif de lutte, le MPL questionne également la logique de privatisation de la ville, qui prive les travailleurs d’accès aux biens publics. Le mouvement ainsi provoque une discussion clé sur les modèles de structurations de la société.

Quel est ce nouveau mouvement composé principalement de jeunes ? Le MPL est principalement composé d’étudiants de classe moyenne, classe moyenne basse mais aussi de jeunes sous-prolétaires à faibles revenus qui étudient ou travaillent dans le secteur des services, ont améliorés significativement leur pouvoir d’achat mais continuent à survivre dans un contexte d’inégalités sociales fortes. Ils ont donc besoin des services publics de santé, d’éducation et de transport.

Le mouvement se caractérise par l’horizontalité, la pluralité, se considère a-partidaire et autonome. Il n’est pas antiparti et parmi ses militants et militantes, il y a des adhérent-e-s des partis de gauche comme le PSOL, le PSTU et le PCO, mais également des anarchistes. Le MPL s’organise de manière autonome dans chaque ville et il n’a pas de coordination nationale. Ceci s’explique par des spécificités et des réalités locales dans le domaine des transports publics. Ce qui n’empêche pas une articulation nationale à partir de l’utilisation des réseaux sociaux. C’est l’expression brésilienne d’un nouveau type de mouvement social, sans hiérarchie et sans bureaucratie à la différence des mouvements traditionnels. Ce n’est pas pour rien que le mouvement s’est organisé lors du Forum Social mondial de 2005 lors de la rencontre globale des mouvements sociaux.

Au-delà des militants du MPL il est important de caractériser qui est la masse des jeunes qui sont descendus dans la rue tout d’abord en appui à la revendication du MPL mais qui par la suite ont soutenus d’autres

revendications. Le Sociologue Giovanni Alves², spécialiste des études sur le travail les identifie comme “précarisés”, caractérisés comme “une couche sociale de la classe prolétarienne constituée par des jeunes hautement scolarisés sans emploi ou ayant une relation au travail et une vie précaires. Alves, dans une étude de l’Instituto Datafolha, réalisée le 21 Juin, a constaté que 63 % des manifestants avaient entre 21 et 35 ans et 78 % étaient d’un niveau d’enseignement supérieur. De la sorte, le concept de précarisés-es, selon Alves, possède une Identité générationnelle et conscience de classe.

Un autre chercheur brésilien, Ruy Braga, dans un article sur les mobilisations précise que dans les dix dernières années, des millions de jeunes travailleurs ont été absorbés par le marché du travail formel³. Dans ce contexte, plus de 60 % des emplois créés sous les gouvernements de Lula et de Dilma Rousseff ont été occupés par des jeunes de 18 à 24 ans. 94 % de ces emplois sont payés autour de 1 000 Réais par mois soit 300 euros.

Dans ce même temps, le gouvernement fédéral a augmenté les dépenses sociales mais diminué les investissements dans la santé et l’éducation. Il investit des millions de réais dans de nouveaux stades et accepte les exigences antisociales, antidémocratiques et colonialistes de la FIFA qui néglige de nombreux droits fondamentaux de la Constitution Brésilienne. La seule transformation du stade de Maracana de Rio coûte 1,2 Milliards de réais. Le gouvernement a donc abandonné l’investissement dans les déplacements urbains, donné la priorité de fait aux déplacements automobiles et privilégié le business au détriment des droits fondamentaux du citoyen.

A partir de ce constat, l’indignation de millions de jeunes travailleurs concernant leurs conditions de vie, toujours plus précaires, s’est développée, comme la critique des limites du système de représentation politique et du rôle des partis. Ces questions ont contribué à des changements profonds au sein du Parti des Travailleurs lors de ses dix années de pouvoir.

Selon l’analyse du sociologue Breno Altman⁴ : « Une partie de la société, y compris appartenant au camp progressiste, donne des signaux de fatigue face à cette stratégie de

changements sans rupture. Il y a un accroissement du malaise face aux limites de la gouvernabilité dans le cadre des vieilles institutions.

Tout dépend des alliances avec une partie de l'oligarchie pour former une majorité parlementaire. On abdique sur les valeurs et renonce aux mobilisations sociales comme moyen de pression. C'est le cadre qui explique le mécontentement des travailleuses, des jeunes qui même s'ils ne participent pas d'une opposition au PT et au gouvernement sont insatisfaits par l'inertie et l'adaptation à la vieille politique du gouvernement petiste ».

Le PT et son gouvernement fédéral qui surfaient sur la vague des années d'or du miracle brésilien voient de nouveaux mouvements sociaux émerger. Croyant dans le succès du projet capitaliste basé sur la croissance et enfermé dans les logiques institutionnelles ni le PT ni le gouvernement ont eu la capacité de comprendre l'approfondissement des nouvelles contradictions du modèle inauguré par Lula en 2003. C'est pour cela que quand la mobilisation sociale de la jeunesse a occupé les rues dans tout le pays pour les tarifs de transport les gouvernements fédéral, régionaux et municipaux, ont opté pour un discours réactionnaire et une action répressive. Mais, le mouvement a compris que la lutte était indispensable pour faire avancer sa revendication et qu'elle était liée à une critique structurelle.

Le MPL a su maintenir ses revendications en lien étroit avec la population. Il y a eu un large soutien aux jeunes durement réprimé-e-s par la police les premiers jours de mobilisations massives. A chaque mobilisation, le nombre de participant-e-s a augmenté de façon surprenante. A partir de la massification des mobilisations, la classe moyenne conservatrice et les médias ont adhéré à la protestation pour défendre leurs positions critiques à l'égard du gouvernement, du PT et de la gauche en général. Ce secteur portant un discours de « mouvement anti-partidaire » et « civique ». est responsable des attaques contre les militants de gauche que portaient les drapeaux de leur organisation.

Un autre facteur significatif est le rôle des médias (télévisions et grands journaux) véritable appareil idéologique de la droite réactionnaire, qui rapidement ont utilisé les manifestations avec l'enthousiasme de la classe moyenne traditionnelle : journalistes, et analystes ont voulu stériliser le mouvement en tentant de déconstruire son caractère de classe, radical, et le soutien de représentants des partis de la gauche. La révolte des jeunes exploité-e-s est devenue un simple « mouvement patriotique » d'occupation des rues avec un ensemble

de revendications diffuses basées sur la lutte anti-corruption. Le but était de canaliser la protestation au profit d'une opposition de droite au gouvernement Dilma.

Un débat s'est instauré dans le mouvement social et la société, et la gauche, partie prenante de l'organisation initiale de la lutte, s'est retrouvée confrontée à l'appareil idéologique de la bourgeoisie, qui compte sur la dépolitisation de l'insatisfactions populaires pour préserver le statu quo.

Dans sa tentative de répondre aux demandes de la rue, le gouvernement s'est montré offensif. La présidente Dilma lors de sa déclaration télévisuelle du 21 Juin a affirmé être à « l'écoute de la voix de la rue » et indiqué que le gouvernement présentera un ensemble de mesures qui seront des réponses aux revendications.

Le 24 juin, elle a reçu le MPL qui lui a remis une lettre ouverte réaffirmant ses critiques vis-à-vis de la posture du gouvernement au sujet du mouvement de protestation :

« Ce geste de dialogue de la part du gouvernement détonne avec le traitement fait aux mouvements sociaux jusqu'à présent. Il semble que les révoltes qui se sont répandues partout au Brésil depuis le 16 ont cassé les habitudes et ouvert de nouveaux chemins ».

Le MPL pointa aussi les contradictions du gouvernement qui ne s'est pas opposé aux articles de la politique nationale de la mobilité approuvé par le parlement en 2012 :

« Malgré les discours des gouvernements donnant priorité au transport collectif, dans la pratique le Brésil investit onze fois plus dans le transport individuel au moyen de politiques d'achat de véhicules, de travaux, etc. L'argent publique devrait être investi dans le transport public. Nous voudrions savoir pourquoi la présidente ne s'est pas opposée à l'article de la Politique Nationale de Mobilité Urbaine qui oblige l'Union à verser une aide financière aux communes qui privatisent le transport public ».

Pour montrer que sa lutte est large et concertne le modèle de développement, le MPL décrit les autres luttes dont il est partie prenante :

« Nous espérons que cette réunion marque un changement de posture du gouvernement fédéral et qu'il s'étende à d'autres luttes : des peuples indigènes qui, à l'exemple des Kaiowá-Guarani et des Munduruku, souffrent d'attaques de la part des latifundiaires et des pouvoirs publics, des expulsé-e-s, des Sans-toits, des Sans-terres et des mères qui

ont vu leurs enfants assassinés par la police dans les banlieues. Que la même attitude s'étende à toutes les villes où la lutte contre l'augmentation du prix des transports et pour un autre modèle de Transport: São José dos Campos, Florianópolis, Recife, Rio de Janeiro, Salvador, Goiânia, parmi tant d'autres».

Après la réunion, la Présidente a annoncé une réunion avec les gouverneurs et les maires des capitales d'État au sujet d'un ensemble de cinq propositions appelé le Pacte. Le premier point est le vieux signal pour les marchés, la responsabilité fiscale. Le gouvernement garantit qu'il n'y aura pas de réajustement fiscal pour le paiement de la dette publique, l'argent public pour les banques ne court aucun risque. Le second point du pacte dit respecter la promesse d'investir cinquante milliards dans la mobilité urbaine mais également le recrutement de dix mille médecins étrangers. Mais aussi de dédier les ressources pétrolières au financement de l'éducation. Ses mesures étaient déjà discutées au Congrès. La proposition la plus avancée a été celle d'un plébiscite (référendum) pour que la population décide de la convocation d'une Constituante dédiée exclusivement aux réformes politiques. Cette mesure cherche à répondre à la profonde crise de légitimité des partis et de la politique.

La proposition de plébiscite a été rapidement diffusée par les médias et les secteurs les plus conservateurs de la société. En moins de 24 heures, Dilma a reculé et changé sa proposition. Elle a annoncé que le gouvernement ne défendait pas une Constituante mais seulement un plébiscite sur la réforme politique.

Une fois de plus, le gouvernement a montré sa faiblesse face aux intérêts conservateurs et comme otage des alliances qui la soutiennent au Congrès. Le jeu se joue maintenant non seulement dans les institutions, mais également dans les rues, avec de nouveaux protagonistes qui n'acceptent plus de rester des observateurs passifs.

La lutte pour le « Passe libre » qui a été à l'origine de la plus importante vague de contestation sociale des vingt dernières années fait partie d'une série de revendications plus larges pour la mobilité urbaine et s'ajoute aux mobilisations d'autres mouvements sociaux qui luttent contre les conséquences de notre modèle de néo-développementiste qui s'épuise rapidement. Par exemple, la lutte des grévistes de Belo Monte, la lutte quasiment toujours solitaire des indigènes des quilombolas, des Sans-terre, et des Sans-toit victimes directs du modèle qui maintient intactes les profondes inégalités sociales entre la masse des travailleuses et l'élite

économique et politique.

C'est chaque fois plus clair et explicite, ce processus est aussi une conséquence directe des choix d'un parti qui vient des luttes sociales populaires et qui arrivé au pouvoir a opté pour sa mise au service des intérêts du capital. Le prix à payer est le même que celui que payèrent de nombreux gouvernements d'Amérique Latine : soit persister dans les alliances avec la droite, avec l'agro-business, les monopoles économiques, le capital financier, soit assumer une situation d'ingouvernabilité.

Enfin, il ne serait pas exagéré d'affirmer que nous pourrions être en présence d'un nouveau cycle de développement des luttes sociales au Brésil, luttes de nouveaux protagonistes qui représentent les classes exploitées par le capital, qui exigent rien de plus que leurs droits actuellement niés.

Ce nouveau cycle de mobilisations ouvre également de nouvelles perspectives pour une gauche qui n'abandonnerait pas les luttes et la rue en échange du tapis rouge du pouvoir, ouvrant ainsi de nouveaux horizons aux luttes anticapitalistes au Brésil. ■

Paulo MARQUES,
Sociologue, Universitaire et
militant de la gauche brésilienne
(Traduction Rémy Querbouët)

1 Qui a commencé dans l'état de Bahia en 2003, révolte connue sous le nom de "revoltado buzun", à partir de là les manifs contre l'augmentation des tarifs se sont étendues. Au FSM de 2005 se crée le MPL Movimento Passe Livre(MPL) qui porta la revendication du transport gratuit auprès de toute la population.

2 Alves, G, <http://blogdaboitempo.com.br/2013/06/24/a-revolta-do-precariado-no-brasil/>

3 Braga, R.: Entre a fadiga e a revolta, uma nova conjuntura, <http://blogdaboitempo.com.br/2013/06/17/entre-a-fadiga-e-a-revolta-uma-nova-conjuntura/>

4 Altman, B. O PT na Encruzilhada. <http://pensarnetuno.blogspot.com.br/2013/06/breno-altmanbrasil-o-pt-numa.html>

Les dilemmes des mobilisations brésiliennes

Au mois de juin, le Brésil est devenu la scène la plus récente des mobilisations mondiales. Des milliers de personnes sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement. Le mouvement a commencé dans les principales villes et s'est étendu à toutes les capitales. Les petites villes de l'intérieur ont également été touchées par les manifestations. Beaucoup prétendent que le «géant s'est réveillé». Mais qui est réellement ce géant et que veut-il ?

Porto Alegre pionnière

Tout d'abord, nous devons nous interroger sur l'origine de ces manifestations. Les médias bourgeois et certains partis politiques tentent d'affirmer qu'il s'agit d'un mouvement de rue spontané. Ce n'est que partiellement vrai. Ils oublient de dire que ces mobilisations sont survenues alors que d'autres étaient en gestation.

Les élections municipales de l'année 2012 ont été marquées par l'absence de projets pour les villes. La plupart des partis ont tenu un discours de bons gestionnaires en dépolitisant l'élection. Parallèlement, les problèmes de la ville ont commencé à être débattus par d'autres acteurs organisés. Parmi eux, il convient de mentionner le mouvement «Masse critique», qui interroge la place de la voiture dans la ville et exige la construction de pistes cyclables ; le mouvement contre l'expulsion des résidents dans les zones de construction pour la Coupe du Monde (au Brésil en 2014) et le mouvement «Défense publique de la joie» qui lutte contre la privatisation des espaces publics (parcs, places et d'autres parties de la ville placés sous le contrôle d'entreprises privées).

L'élection passée, la municipalité de Porto Alegre a répondu favorablement à une nouvelle demande d'augmentation des tarifs de bus.

Au même moment, le maire José Fortunati et son adjoint ont décidé de couper plusieurs arbres d'un passage piétonnier public pour élargir une avenue. Ce chantier fait partie de

ce que l'on appelle les «chantiers de la Coupe». C'est ainsi que le mouvement contre la hausse des tarifs de bus a débuté. Le mouvement d'opposition à cette politique a commencé timidement par de petites manifestations, il a pris réellement forme grâce aux réseaux sociaux jusqu'à compter plus de dix mille personnes. La victoire a été obtenue suite à la décision de justice de supprimer l'augmentation des tarifs.

Le succès de Porto Alegre s'est répandu dans les principales capitales du Brésil. A São Paulo et à Rio de Janeiro, plusieurs manifestations ont été organisées contre l'augmentation des tarifs d'autobus, contraignant les gouvernements à reculer et, dans certains cas, à réduire les tarifs.

A mesure que cette première revendication commençait à être satisfaite, les manifestations en ont exprimé de nouvelles, dont certaines très importantes concernant la santé et l'éducation. Les revendications qui s'adressaient initialement aux municipalités ont pris une toute autre dimension en interpellant les gouverneurs et la présidente du pays.

Des conservateurs en « dispute »

Au début des mobilisations, la réaction des médias contrôlés par le réseau Globo consistait à décrédibiliser les manifestations. Quand celles-ci sont devenues massives et que les médias ne pouvaient plus nier leur soutien populaire, il y a eu un retournement dans la ligne éditoriale des télévisions et des journaux. Ils ont alors commencé à soutenir les manifestations et à critiquer les interventions les plus violentes de la police. C'est ainsi qu'ils ont incité des manifestants à exprimer des revendications parmi les plus conservatrices, comme celles des réductions d'impôts et la fin de la corruption. La première, sans contenu de classe, porte la bannière des chefs d'entreprises ; la seconde masque le véritable moteur de la corruption qu'est le capitalisme lui-même.

Cette vague conservatrice a eu un impact immédiat sur les

manifestations. Celles-ci ont vu l'apparition de drapeaux « vert et jaune » (drapeau national) et l'hymne national a été chanté. Les manifestants conservateurs qui exigeaient une manifestation sans violence ont harcelé les manifestants qui brandissaient des drapeaux de partis, mouvements ou de syndicats. Il y a même eu une infiltration de groupes d'extrême-droite clairement identifiés qui ont agressé les militants de gauche.

L'émergence de cette violence dirigée contre la gauche a conduit les militants des différentes organisations à réaliser que nous étions dans un moment délicat de la mobilisation. D'un côté, les manifestations de rue étaient en train de démontrer la rupture avec l'état de grâce de dix ans du gouvernement du PT et, de l'autre, elles démontraient également que la droite était organisée et pouvait récupérer les mobilisations populaires.

Ces dernières semaines, une politique de la peur a été principalement diffusée via les réseaux sociaux, qui déclarait que le mouvement de la rue avait été repris par des fascistes, des nazis et des militants d'extrême-droite en général dans le but de renverser le gouvernement PT et la présidente Dilma. Des coups d'Etat de la droite ou militaire ont même été évoqués. Des pages internet «indiquaient» même que le Parti militaire brésilien proposait un candidat à la présidence et que d'autres étaient à la recherche de candidats possibles. Avant les manifestations, des médias, en particulier le réseau de télévision Globo sont allés jusqu'à interrompre leur programmation pour donner leur analyse de ce qui se passait dans le pays. Ceux qui ont cru ces informations ont pu penser que la gauche avait été expulsée du mouvement par la droite.

Le Brésil ressent la crise du capitalisme. Bien que de nombreux journaux internationaux, avant les manifestations, aient valorisé la très bonne politique et la solidarité économique du pays, ils ont été surpris par les manifestations de mécontentement de la population. Cependant, la réalité se situe bien au-delà de ce que les médias tentent de faire croire aux gens et l'histoire des manifestations au Brésil se construit tous les jours de manière inattendue. La recomposition de la gauche Ce scénario a contribué à ce que de nombreuses organisations de gauche, comme les anarchistes, le Parti socialisme et liberté (PSOL), le Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU), le Parti Communiste Brésilien (PCB) et de nombreux autres

mouvements sociaux s'organisent et se coordonnent au niveau national pour agir de manière unitaire dans les rues, avec leurs propres banderoles et leurs slogans. Le 24 Juin, la gauche est parvenue à ancrer les manifestations dans le camp populaire.

Le 24 Juin, ce qui s'est vu via les réseaux sociaux, n'a pas été mentionné par les médias télévisés qui ont concentrés leur attention sur les vols en marge des manifestations.

Ce jour-là, il y a eu une pause dans le discours médiatique concernant la caractérisation du mouvement, considéré comme non partisan, antiparti, contre les mouvements sociaux

Car la gauche s'est unie pour exprimer son droit à manifester et pour proposer un axe de luttes susceptible de changer la situation dans le pays, elle est parvenue à réunir un grand nombre de manifestant-e-s dont beaucoup portaient des drapeaux, des banderoles et des affiches représentant leurs organisations politiques.

Les médias dressent un tableau simpliste de ce qui se passe réellement au Brésil. D'une part, il y aurait ceux qui disent qui sont les véritables manifestants, qui crient pour la paix et apportent des fleurs aux flics ; de les autres sont décrits comme des «voyous» qui investissent les bâtiments de la puissance publique, qui veulent seulement crier contre la corruption -qui est un mot d'ordre clair- qui expriment des slogans, qui se défendent contre les excès de la police, mais aussi contre-attaquent.

Au milieu de tout cela, dans de nombreuses villes, des actes de pillage et de vandalisme se déroulent. Et comment les médias les montrent-ils ? La vérité ne les intéresse pas, ils ne veulent pas faire une lecture qui en ferait le reflet des contraintes du capitalisme et le résultat du fétichisme de la marchandise. Sur chaque photo, dans chaque vidéo, les personnes qui ont investi les magasins ou les banques, voulaient détruire les symboles de l'exploitation, conscients ou inconscients, de ce qu'elles faisaient, en montrant leur colère, leur anxiété et leur besoin. Il y avait des voleurs, ce qui peut occasionner une analyse hâtive si nous ne sommes pas plus attentifs, mais les actions de vol et de colère impliquent une lecture plus large que celle-ci.

Les vols ont concerné des objets non essentiels à la vie : des téléviseurs, des appareils électroménagers, des chocolats, des pièces automobiles, de la gomme, des magazines, des

livres ... Ils voulaient consommer. Comment pouvons-nous analyser ce signal de la part de marginalisés qui sont prêts à prendre ce dont ils sont privés par chaque jour de travail aliéné ou de chômage ? Comment pouvons-nous analyser cela ?

La manœuvre consistant à créer un simple dualisme, veut criminaliser tous ceux qui s'opposent à l'Etat ou à l'ordre du capitalisme. Le 21 Juin, par exemple, la Fédération Anarchiste Gaucha a signalé que le siège du mouvement anarchiste, l'Athénée libertaire, a été perquisitionné par la police sans ordonnance judiciaire. Où est le droit à la libre expression politique ? Dans quel pays démocratique sommes-nous ? La démocratie au Brésil est un mensonge qui s'exprime plus clairement que jamais.

L'union de la gauche, l'élargissement des manifestations, l'émergence de mobilisations dans les banlieues -malgré la répression de la police plus violente dans ces quartiers que dans les zones centrales des villes (au Complexe da Maré, Rio de Janeiro, 9 personnes ont été tués après une manifestation lorsque la BOPE s'y est rendue le 24 Juin)- la consolidation d'un programme qui vise l'obtention de droits réels pour la population, exigée des gouvernements pour qu'ils les garantissent par la loi, tout ceci constitue un bon rythme de progression pour un avenir qui reste à construire dans chaque combat, dans chaque occupation d'espaces, dans chaque territoire.

Les manifestations sont nécessaires et ne se termineront pas après la réduction tarifaire, ou n'importe quel droit obtenu, il est nécessaire d'obtenir des résultats plus décisifs, de permettre aux personnes de s'émanciper de l'exploitation, l'oppression et, en particulier, contre le principal coupable de la situation sociale, politique et économique du pays et du monde : le capitalisme. ■

**Coletivo Alternativa
Autogestionária / Brasil / RS
(Collectif pour une alternative
autogestionnaire / Brésil /
Rio Grande do Sul)
Le 27 juin 2013
Traduction Richard Neuville**

Les Alternatifs entretiennent des relations avec cette organisation. Des membres de ce collectif ont participé à la rencontre internationale RAGA (Red and Green Alternative) qui s'est tenue en juillet 2012 à Istanbul.

Le collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens alerte :

Ne laissez pas passer le Plan Praver, Non à l'épuration ethnique.

Le parlement israélien vient de voter en première lecture à une courte majorité, la loi dite « Plan Praver » qui organise le nettoyage ethnique du Néguev-Naqab au sud d'Israël.

En effet dans le cadre de la « judaïsation du Néguev », comme dans les années 70 celui de la « judaïsation de la Galilée », (le programme s'appelait Yehud hagaliil) c'est la destruction de 35 villages bédouins que prévoit ce plan, avec le déplacement forcé de plusieurs dizaines de milliers de Bédouins palestiniens (détenteurs de cartes d'identité israéliennes), vers des cités-réserves construites pour les contenir. Il faut souligner l'argumentaire écologique et environnemental qui est utilisé à cette fin : planter des forêts, faire fleurir le désert. Et le rôle central que joue le KKL (Fonds national Juif) comme outil de la dépossession. Comme le disent les Bédouins palestiniens qui résistent: « chaque arbre du KKL est un soldat de

l'Etat ».

Cette loi s'inscrit dans la poursuite d'une politique coloniale israélienne qui après avoir avec constance empêché la réalisation du plan de paix proposé à Oslo, redessine activement tout le territoire situé entre la mer et le Jourdain, par la colonisation des terres de Cisjordanie, et la création d'enclaves palestiniennes regroupant la population arabe, à l'intérieur même d'Israël, comme c'est le cas en Palestine occupée, au-delà de la ligne verte.

Ailleurs ou en d'autres temps une telle loi ferait scandale, surtout issue d'un parlement et d'un Etat dit démocratique.

Ici c'est le silence médiatique et politique qui prévaut. Cette loi, ce système, ces 35 villages, ces dizaines de milliers de personnes sont invisibles comme s'il y avait un consensus pour que nous ne

les voyions pas. Le Collectif national appelle à refuser l'arbitraire et l'épuration ethnique, le silence et l'invisibilité et la totale impunité accordée à Israël.

Une forte pression internationale est capable de faire reculer le gouvernement israélien et enterrer ce sinistre projet avant même sa deuxième lecture. Le Collectif entend y participer de toutes ses forces et invite à signer largement la pétition en français ci-dessous.

Le Collectif national demande une audience en urgence au ministère des Affaires étrangères, avec un seul ordre du jour : La France doit refuser l'épuration ethnique du Néguev-Naqab comme partout ailleurs, et prendre toutes les mesures pour amener Israël à abandonner le Plan Praver qui contrevient à toutes les normes du droit international.

<http://www.france-palestine.org/Arretez-le-Plan-Praver>

SIGNATAIRES

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : association des libertés, droits de l'Homme et non-violence - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité - Europe-Ecologie / les Verts (EE-LV) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Anticapitaliste (GA) - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - Le Mouvement de la Paix - Les Alternatifs - Les Femmes en noir - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

10 jours en Palestine

Nous étions 8 de l'Ain à partir du 21 avril au 2 mai, sur l'initiative du Collectif Palestine de Bourg.

Jacques Fontaine accompagnait et commentait ce voyage, ses contacts sur place et ceux de l'agence A.T.G. (Alternative Tourism Group) nous ont fait aborder le pays et ses habitants d'une façon originale et approfondie.

10 jours c'est court, on ne visite qu'une petite partie des sites de cette contrée au passé si riche et si ancien, région qui est aussi le berceau des trois grandes religions monothéistes.

Mais 10 jours c'est suffisant pour se plonger dans le quotidien des habitants, commencer à comprendre comment se sont noués ici des antagonismes et des conflits qui ont et auront encore des retentissements dans le monde entier.

10 jours aussi riches c'est trop difficile à raconter c'est pourquoi je veux juste ici livrer ce qui m'a frappé le plus,

Nous avons logé trois nuits dans une famille francophone vivant près de Bethléem, en début et en fin de séjour. Anouar le père, chrétien arabe est carreleur et travaille principalement sur des chantiers de restauration de monuments à Jérusalem. Le jour de notre arrivée il avait perdu une demi journée de travail : impossible de passer le check point le matin pour aller travailler au delà du mur. Le mur nous l'avons côtoyé tout au long de ce séjour : béton, barbelés, miradors qui coupent le pays en deux, coupent les quartiers et les campagnes séparant les familles, privant les agriculteurs de l'accès à leurs terres... Mur qui se fait aussi lieu de libre expression et là dessus les photos parlent mieux que les mots... Nous avons « visité » une partie de ce monument désolant et très contemporain avec Tamar une femme juive d'origine allemande, militante pour la paix. Elle a commenté aussi pour nous dans un français parfait la visite du « Yad VaShem » grand musée consacré à la Shoah : même si l'on connaît bien la seconde guerre mondiale, revoir cela depuis Jérusalem avec les commentaires d'une juive allemande, c'est pour le moins saisissant ! Plusieurs fois dans notre séjour nous entendrons des Palestiniens nous dire à ce propos : nous payons ici depuis 1947 une « addition » qui n'est pas la nôtre... Car les racines du conflit Israëlo-Palestinien, bien qu'antérieures aux deux conflits mondiaux

se sont développées dans les dégâts de ce grand séisme. D'autres exemples historiques ont hélas montré comment le basculement de l'état d'opprimé à l'état d'opresseur peut se faire rapidement contre toute attente. Ali, un Palestinien musulman d'origine africaine nous a guidé dans notre visite de la vieille ville de Jérusalem et de ses différents quartiers. Si on semble passer facilement de l'un à l'autre ce n'est pas du tout la même ambiance ni le même look ! Et Ali n'était pas à l'aise de partout et ne pouvait pas aller de partout... tout en étant d'ici... Il nous a montré les maisons de plus en plus nombreuses qui sont achetées en quartier Palestinien par des Sionistes qui y placent leurs drapeaux. Pas de drapeau Palestinien en revanche dans tout Jérusalem, et la seule armée qui y patrouille est Israélienne alors que la ville devait être sous mandat de l'O.N.U. Ali a payé de 17 ans de prison son engagement passé dans la lutte armée. Il nous a dit que la lutte doit désormais être non violente et que l'avenir n'est plus dans la reconnaissance de deux états mais dans la création d'un seul état, démocratique et séculier. Entendez par là un état qui donne sa juste place à chacun et représente toutes les composantes de la population. Un état laïc, là où précisément la laïcité en est à ses balbutiements : songez que ni en Israël ni en Palestine on ne peut se marier civilement ! Seul le mariage religieux existe... et sur une fiche de renseignements administratifs vous devrez cocher à quelle religion vous appartenez et il n'y a pas de case « athée » ! Oui à l'évidence la laïcité est un des principaux leviers qui pourront faire bouger ce pays et commencer à le sortir de l'ornière. Il y a du chemin à faire jusqu'à cet état... et la reconnaissance sans plus attendre d'un état Palestinien en serait bien sûr une étape.

Nous avons traversé deux camps de réfugiés, l'un à Jéricho et l'autre à la périphérie de Bethléem. A l'entrée toujours un monument avec une grosse clé : elle symbolise la clé des maisons que les familles de ces camps ont gardé et leur espoir de retour et de justice... A Jéricho nous avons visité les installations d'eau potable et des bassins de rétention d'eau en restauration avec des partenariats de la ville de Besançon et de l'A.F.P.S. Rhône Alpes. A Bethléem c'est une association qui fait de la création artistique qui nous a reçu : théâtre et danse pour affronter le

quotidien et préparer un autre avenir : les Palestiniens ne sont pas du tout dans l'attentisme ou l'immobilisme ! Ainsi l'incroyable site de la « Tente des Nations » où un agriculteur palestinien résiste en haut d'une magnifique colline aux intimidations des colons qui font tout pour le faire partir malgré son acte de propriété datant de l'empire Ottoman... Une année on lui a coupé 200 oliviers, il ne compte plus les incursions de militaires ou de milices sur son terrain. Il se défend juridiquement et en accueillant sous tente les visiteurs et militants. Il pratique l'agriculture bio, les toilettes sèches l'énergie solaire et la récupération d'eau. Et pour cause... il n'a ni le droit de construire un bâtiment ni le droit de creuser un puits alors que les colonies sionistes des collines voisines ont des piscines ! L'eau est un enjeu majeur dans ce pays aride. Il y a des occupants et des occupés, et comme pour tout le reste, l'occupant se sert largement et en premier !

A Naplouse nous avons visité une luxueuse université. Il y règne une certaine liberté mais on n'y enseigne ni Freud ni Darwin...

Surtout nous y avons été reçus par un universitaire, linguiste et francophone. Nous avons pu aborder dans un long entretien avec lui les questions liées aux influences de l'Islam radical, le vécu des étudiants, (l'un d'entre eux nous a guidé dans notre visite) le fonctionnement de l'autorité palestinienne et les divisions politiques : le Fatah, le Hamas... Les divisions entre Israéliens sont importantes elles aussi : nous avons été frappés des attitudes des juifs ultra orthodoxes souvent provocatrices. Nous avons passé notre dernière soirée avec Gai, jeune comédien Israélien. Son témoignage est passionnant et il a eu cette parole : « Il sera plus difficile encore de réconcilier les Israéliens entre eux qu'Israéliens et Palestiniens. »

Je veux défendre la laïcité et vous remarquerez qu'en citant certains de nos interlocuteurs j'ai rajouté leur religion... C'est pour montrer que nous avons rencontré des acteurs divers de ce pays qui est et a toujours été une mosaïque ethnique et religieuse. Il y aurait tant à dire encore sur ces dix jours. Le mieux est encore de faire le voyage... Maintes fois nos accueillants nous l'ont dit : « venez et revenez, témoignez, c'est important pour nous ». ■

Dominique MONTERRA

Bilan et perspectives de la réunion Tous Ensemble/Trait d'Union du 15 juin : une étape importante dans la construction d'une nouvelle force politique

La réunion du 15 juin 2013 rassemblait pour la première fois de manière significative des représentant-e-s d'organisations politiques, des délégué-e-s des collectifs constitués dans une trentaine de départements et des militant-e-s des mouvements sociaux et altermondialistes non-encarté-e-s. Les Alternatifs, Convergences et Alternative, FASE et Gauche Anticapitaliste étaient présents. Les deux courants de Gauche Unitaire se sont exprimés : un courant trouve le processus trop rapide et pas assez clarifié et souhaite reporter le début de la démarche après les élections de 2014, l'autre s'y engage clairement.

Les Alternatifs saluent la tonalité générale très positive de cette réunion large qui reflète, cette fois sans ambiguïté, la volonté partagée des quatre composantes, d'une partie de GU et de militant-e-s non encarté-e-s de construire un nouveau mouvement politique commun dans le Front de Gauche et les mouvements sociaux.

De plus, et c'est pour nous très important, un acquis se dégage en ce qui concerne le projet de la forme de la future force politique commune : la conception générale se rapproche de celle d'un parti-mouvement, même si le terme fait discussion et c'est bien normal, et non plus celle d'un parti-guide à l'ancienne et à prétention avant-gardiste.

Par ailleurs, la question du nom de la future organisation commence à faire l'objet d'une réflexion et le fait a été mentionné que dans plusieurs départements (la Côte d'Or, les Alpes-Maritimes, le Var...), c'est l'appellation Gauche Alternative qui a été retenue pour diverses raisons et

parfois déjà rendue publique. Cependant, pour les Alternatifs des questions demeurent et nous souhaitons porter le débat sur ces points dans le processus pour la construction de la nouvelle force politique :

- pour beaucoup, et nous sommes peut-être minoritaires en contestant ce point, le Front de Gauche borne tout l'horizon de la transformation écologique et sociale, et la question de l'expérimentation autogestionnaire nous semble sous estimée.

- la question des discriminations que nous jugeons, au delà de nos propres différences, importante, est certes prise au sérieux par certain-e-s notamment par les rares participant-e-s issu-e-s de l'immigration post-coloniale et par des militant-e-s du féminisme radical, mais elle reste peu abordée par d'autres et peu visible dans les textes proposés lors de cette réunion.

- le « vert » est présent, en particulier dans le texte de référence mais la culture encore prégnante reste celle du « rouge », comme l'atteste l'utilisation fréquente encore dans les échanges le 15 juin des termes de « transformation sociale » plutôt que de « transformation de la société » - qui implique le social mais aussi l'écologie, le féminisme... - quand on évoque les perspectives de changement de société ou de projet alternatif.

La phase transitoire vers les Assises qui auront lieu les 23 et 24 novembre est bien lancée, et la perspective d'une organisation commune clairement affirmée. Cette perspective sera débattue lors du congrès des Alternatifs des 9, 10 et 11 novembre 2013.

Deux temps de réflexion collective (organisations, collectifs locaux et non-encarté-e-s) sont prévus le vendredi 23 août à Grenoble et fin septembre ou début octobre à Paris.

Les Alternatifs se réjouissent de l'étape importante dans le processus de construction d'une nouvelle force politique qu'a constituée la réunion du 15 juin. Les Alternatifs s'investissent pleinement dans cette phase transitoire pour faire avancer la réflexion commune sur les aspects organisationnels et programmatiques de cette nouvelle force politique. ■

L'exécutif des Alternatifs

APPEL DES PARTICIPANT-E-S A LA REUNION DU 15 JUI 2013 ***Après la réunion de travail du 15 juin, construire un courant politique commun dans le Front de Gauche***

La réunion de travail qui s'est tenue le 15 juin 2013 à St Denis a constitué une étape positive du processus de rapprochement. Au-delà du « courant d'idées » constitués jusqu'à maintenant, il s'agit de travailler à constituer un courant politique commun dans le Front de gauche, courant rassemblant des composantes organisées et des individus non membres d'organisation.

Les 200 militant-e-s, réuni-e-s à St Denis le 15 juin 2013 à l'appel de 4 organisations (Alternatifs, Convergence & Alternative, Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique, Gauche Anticapitaliste), de militants de la Gauche Unitaire et d'animateurs de l'initiative « Tous ensemble » ont travaillé sur un socle commun, des textes qui ont été préparés et discutés :

- 1- Notre orientation politique.
- 2- Des convictions programmatiques partagées.
- 3- Avec et dans le front de Gauche, dans les mouvements sociaux, construire une force politique nouvelle pour l'émancipation.
- 4- Municipales 2014

Notre regroupement s'inscrit pleinement dans le Front de Gauche. Notre objectif est de le construire, de l'élargir et de le doter d'un fonctionnement démocratique pour que les centaines de milliers de personnes qui aspirent à construire une alternative dans ce pays puissent s'y rassembler et qu'il se constitue à terme comme une nouvelle force politique de gauche porteuse d'une stratégie de transformation sociale et écologique. Notre regroupement vise également à formuler des propositions, à intervenir sur toutes les questions politiques, dans toutes les mobilisations qu'il estime nécessaire, y compris lorsque le Front de Gauche n'y est pas impliqué en tant que tel.

Comme le montrent les textes débattus à la réunion du 15 juin, notre regroupement veut contribuer à reconstruire un horizon d'émancipation, de dépassement du système capitaliste. A l'opposé des logiques d'adaptation au capitalisme et au productivisme, nous agissons pour changer les rapports de force au sein de la gauche pour y faire prévaloir une orientation qui donne la priorité aux besoins sociaux et environnementaux et se nourrisse de l'apport de tous les combats pour l'émancipation.

Pour construire cette alternative, nous combinerons l'intervention dans les luttes de classes et l'ensemble des luttes sociales, écologiques, démocratiques et féministes, de l'entreprise à la cité, et dans les institutions.

Le processus de constitution de ce nouveau mouvement demandera du temps. Il s'agit de se regrouper et aussi de produire du neuf. Pour que puissent se poursuivre les débats publics et la convergence de courants politiques d'origines différentes, permettre à toutes celles et tous ceux qui veulent se joindre à ce projet d'en être les acteurs à tous les niveaux, une pratique politique commune sera nécessaire.

Notre regroupement vise à rassembler, sans la nier artificiellement, la diversité ... de

nos expériences pour aboutir à une organisation commune et constituer une force, qui se dotera d'un fonctionnement démocratique, où la voix de chaque individu compte et où seront recherchés les plus larges consensus, respectera la parité hommes/femmes, une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et, d'autre part, des courants et composantes organisées à l'échelle nationale.

Plusieurs étapes se dessinent déjà :

- Les 23 et 24 novembre 2013 se tiendra une assemblée ouvrant un processus de constitution d'un mouvement commun. Elle sera le moment d'un large appel public. Elle sera l'occasion de travailler sur les enjeux de la situation politique, notamment des prochaines élections municipales et européennes, de se donner une nouvelle dénomination commune, des principes de fonctionnement partagé, de se doter d'outils de communications communs, de définir les prochaines étapes du travail de rapprochement engagé afin d'aboutir à la constitution d'une nouvelle organisation politique commune.

Après la réunion du 15 juin, les prochaines étapes, qui font accord entre toutes les forces parties prenantes doivent permettre d'approfondir le travail engagé :

- D'appeler tous les militants intéressés par ce projet et tous les groupes des organisations politiques constitutives à constituer des collectifs locaux dans toutes les villes et régions françaises, en trouvant à chaque fois les modalités d'action au consensus, qui permettent la participation la plus large. A chercher chaque fois que possible une intervention commune dans les cadres du FdG et lors d'initiatives publiques.

- De poursuivre le travail d'échange et d'élaboration

autours des quatre textes mis en débat à la réunion du 15 juin pour aboutir à une nouvelle version à la prochaine réunion nationale.

- D'organiser le 23 aout, à la veille des Estivales citoyennes du Front de Gauche à Grenoble, une journée de réflexion sur les échéances politiques et la constitution de notre nouveau mouvement.

- D'éditer en complément de la poursuite du bulletin « Trait d'union » lors d'initiatives ponctuelles des matériels publics communs, sans que cela n'empêche chaque composante de sortir son propre matériel.

- De créer des commissions de travail, en coordination avec le comité de liaison, sur

1. les municipales,
2. les débats et initiatives nécessaires dans le cadre du Front de Gauche,

3. les modalités de fonctionnement et les outils nécessaires pour notre nouveau mouvement,
4. le nom et le graphisme (logo...) ces commissions seront composées de représentants des courants politiques élargies à des militants investis sur ces sujets.

- De mandater le comité de liaison national rassemblant des représentants des courants politiques organisés et des personnes non membres d'organisation pour coordonner le travail des commissions, préparer ces pré-estivales, les assises de novembre. Il est notamment chargé de préparer deux réunions ouvertes aux représentants des collectifs locaux, l'une le 23 aout, l'autre un samedi fin septembre pour préparer de la façon la plus large possible les assises de novembre. ■

Adoptée à l'unanimité des présent-e-s.

CONTRIBUTION AU DEBAT

Ni secte, ni club !

«*Concrétiser notre volonté d'aider à toutes les avancées collectives au sein du Front de Gauche et au-delà et, dans un même mouvement; assumer les tâches d'un mouvement politique à part entière*»

L'organisation que nous voulons créer sera une composante du Front de Gauche. Composante d'un front composite, que nous souhaitons contribuer à enraciner socialement et démocratiser en dépassant une dimension essentiellement cartellisée, elle doit aussi d'être une force politique à part entière, ne pas se limiter au rôle d'aiguillon du PCF et du PG et contribuer à tous les combats pour l'émancipation.

Pour ce faire il est nécessaire d'être au clair

- sur la réalité du Front de Gauche et les tâches que nous nous assignons en son sein

- sur l'articulation entre la construction de la nouvelle force et la perspective a plus long terme d'une recomposition/refondation politique d'ensemble à gauche du PS

- sur les ambitions et les tâches de la nouvelle force

Sur le Front de Gauche

Il structure un spectre et des cultures politiques plus larges que ceux de courants comme le Bloc de Gauche ou Syriza. C'est un acquis essentiel. Des organisations comme le PCF ou le PG s'enracinent dans des traditions longues de la gauche française autour de questions comme celles de l'Etat, de la

République, du rapport luttes/institutions.

Nos courants, autogestionnaires, écologistes radicaux, marxistes révolutionnaires, altercommunistes, se réclament, dans leurs différences, d'autres approches. Nous constatons sans doute que rien n'est immuable avec, par exemple une plus forte prise en compte de la question de la reprise d'entreprises par la Front de Gauche. Nous constatons aussi que, exacerbés par les échéances électorales, les comportements hégémonistes et auto-centrés n'ont pas disparu, de la base au sommet au sein du PCF et du PG Nous devons donc tenir un positionnement qui fasse de nous des artisans de l'unité, de l'ouverture du Front de Gauche : ni céder à la tentation de la culture de la démarcation qui nous conduirait à répondre à l'auto-affirmation d'autres par la nôtre, ni taire ou auto-limiter notre orientation au nom du combat commun.

Articuler construction aujourd'hui et visée a long terme

Nous ne nous construisons pas en conflit mais en coopération avec les autres courants du Front de gauche et au delà. C'est une rupture avec des traditions de gauche alternative et radicale qui souvent faisaient du proche l'adversaire. Nous nous inscrivons dans la perspective d'une refondation d'ensemble qui ne peut être envisagée sur le mode du gain de «parts de marché» mais bien de la mutation d'un champ social et politique large.

Mais pour être efficaces, il nous faut être lucides : le processus de refondation

DU 15 JUIN

sera complexe, long, et sans aucun doute largement conditionné par les échéances sociales et politiques que nous ne sommes pas en mesure d'évaluer. Diverses expériences ont montré que subordonner des étapes immédiates, certes partielles comme la convergence qu nous engageons, à la recomposition d'ensemble risque de ne pas aider à faire émerger grand chose à court terme sans pour autant contribuer à la perspective globale.

Sans entretenir l'illusion qu'il sera le centre des recompositions futures, assumons notre projet de nouvelle force politique et ayons l'ambition de le faire réussir, toujours au service des combats émancipateurs, pas des intérêts boutiquiers.

Ni secte ni club !

Nous ne pouvons nous en tenir à viser la convergence de courants ayant souvent anticipé des mutations que les «grandes organisations suivent à grand peine, mais qui n'ont pu peser réellement dans les champs social et politique. Pour que la nouvelle force soit perméable aux secteurs militants féministes, sociaux, écologiques, une force «arc en ciel», à l'engagement de nouvelles générations, elle doit à la fois faire ses preuves en termes de projet, de propositions et de fonctionnalité. Nous en pouvons-nous contenter d'intervenir sur quelques «créneaux» ne faisant pas consensus au sein du Front de Gauche.

Concrétiser notre volonté d'aider à toutes les avancées collectives au sein du Front de Gauche et au-delà et, dans un même mouvement; assumer les tâches d'un mouvement politique à part entière : élaboration politique, formation, mise en commun de forces et de moyens, présence dans les temps électoraux et les mouvements sociaux : tel est le défi.

Jean-Jacques
BOISLAROUSSIE

16 JUIN : DES ASSISES A SUCCES

Avec plus de 1500 participant-e-s à Montreuil, les Assises citoyennes pour changer de cap en France et en Europe ont été un succès incontestable. L'initiative avait été prise par le PCF pour donner suite au rassemblement et à la manifestation pour la VI^e république du 5 mai à Paris, avant de devenir une initiative de l'ensemble du Front de Gauche, avec invitation à de nombreuses forces associatives, citoyennes, altermondialistes et syndicales, présentes aux tables-rondes, mais également sur le plan politique à EELV, à la gauche du PS, au NPA.

Les tables-rondes thématiques ont été l'occasion d'un dialogue et d'un échange avec la salle, plus compliqué en ce qui concerne la table-ronde n°1 (« quelles ruptures démocratiques et quelle république ? ») par le trop faible temps imparti à cet échange et le nombre important de demandes de parole.

Les deux tables-rondes plus généralistes et réduites à une succession de prises de parole devant une assistance très nombreuse ont permis de pointer ce qui fait accord et ce qui fait débat entre les différentes forces représentées, sans aborder vraiment la mise en oeuvre des intentions positives et unitaires affichées.

Très significatif était le fait que la participation aux débats incluait à la fois Solidaires, la FSU, la CGT et ATTAC, dont la combativité, la disponibilité à l'action unitaire et aussi, de la part de Solidaires et d'ATTAC, les exigences de relations égalitaires avec les forces politiques et les fortes préoccupations écologiques, ont été exprimées de manière très claire.

Sur le plan des contenus, l'impression est contrastée, mais le positif l'emporte :

- On a remarqué la place modeste accordée aux droits des femmes et au féminisme, ou aux discriminations, ou encore à la démocratie active et à l'autogestion dans les interventions de la tribune dans la première table-ronde, et une participation plus modeste aux deux tables-rondes à thématique écologique, auxquelles participaient J-C. Coqueret et Roland Mérieux pour les Alternatifs.

- Une thématique écologique qui pèse de plus en plus dans la société mais qui peine donc encore, dans les faits, à polariser le public d'initiatives du type de ces Assises (et peu mise en valeur par « l'Humanité » dans le compte-rendu des Assises)...

- En positif : le retour dans de nombreuses interventions du thème de la réduction du temps de travail, porté y compris par des militant-e-s du PCF et de la CGT, la présence de l'exigence de la reconversion écologique et des thématiques autogestionnaires -qui

intéressent maintenant bien au-delà de la sphère de la gauche alternative-, ou encore la présence de la question du projet de traité transatlantique y compris dans sa dimension culturelle, avec un élargissement du propos de la part de J-L. Mélenchon s'appuyant sur l'exemple des 33 pays d'Amérique latine ayant dit non (« de l'exception culturelle à l'exception humaine »), et bien entendu le refus général de la financiarisation de l'économie et de la marchandisation généralisée qui continuent leur course folle.

- Remarquables, et très politiques sur le fond, ont été les interventions de Geneviève Azam (ATTAC) sur le caractère multidimensionnel de la crise globale et de sa dimension écologique, et d'Annick Coupé (Solidaires) rappelant notamment ce qui doit nous guider en terme de référence pour les mobilisations à venir: la magnifique -et victorieuse- campagne citoyenne et unitaire contre le TCE et pour une autre Europe en 2005.

On retiendra aussi l'accueil chaleureux d'un public largement acquis à l'intervention première et assez complète de Pierre Laurent (PCF) et, dans l'intervention également très applaudie de Clémentine Autain -qui de fait représentait la gauche alternative dans son ensemble-, le clin d'oeil bienvenu, dans sa conclusion, à l'appel « Ce monde est insupportable, inventons-en un autre », bien représentatif de la culture politique spécifique de la gauche alternative.

Le propos de J-L. Mélenchon (PG) insistant sur la nécessité de détruire les conditions permettant la montée de l'extrême droite tombait aussi à pic.

Et on ne pouvait que souscrire à la proposition faite plus tôt le matin par Thierry Brulavoine (CA d'ATTAC) d' « introduire de l'autogestion dans notre mode de vie, pour sortir de la dictature du capital sur la nature ».

L'avenir nous dira si ces Assises peuvent être considérées comme fondatrices, dans la perspective d'une majorité alternative à gauche à l'échelle du pays : c'était l'un des enjeux du 16 juin.

Le fait qu'elles aient été un peu perturbées par le mauvais accueil réservé à l'intervention en tant qu'hôte de Dominique Voynet, maire EELV de Montreuil -malgré le rappel à l'ordre maladroit d'un des organisateurs-, ou, par moments, aux propos des socialistes Jérôme Guedj et Marie-Noëlle Linemann, ou encore au discours plutôt provocateur de Pascal Durand (EELV), ne doit pas être grossi.

Mais, même si on comprend bien que vis-à-vis de D. Voynet et de ces invité-e-s, c'est la méfiance vis-à-vis du bilan social-libéral qui s'exprimait, ce comportement d'une

partie de la salle laisse perplexe : le retour de la Gauche plurielle ne doit pas faire peur, tant il s'apparente à un fantôme dont on voit mal, dans le contexte de droitisation de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, la mutation en réalité politique tangible...

Car c'est bien, au moins en partie, avec ces courants critiques de l'actuelle majorité parlementaire et gouvernementale, que la construction d'une alliance est possible et nécessaire, même si elle est exigeante et peut apparaître comme difficile -comme le montrent les appels du pied plutôt lourds d'EELV à rejoindre l'actuel gouvernement. Mais en partie seulement : une telle alliance devrait -y compris à l'occasion du scrutin municipal de 2014- inclure des composantes hors Front de Gauche et situées à sa gauche, telles que le NPA, les écologistes radicaux, les courants décroissants, et pourquoi pas les libertaires s'ils le souhaitent.

Et surtout, une telle alliance devrait se fonder sur un programme de changement de cap et de rupture, et s'ancrer à la base, avec un réseau multiforme d'assemblées citoyennes et de forums citoyens, ouverts à toutes et tous, le but étant de socialiser la politique jusque-là confisquée par une caste largement cynique et corrompue. Au-delà d'une telle alliance, se joue plus profondément la perspective d'un bloc politico-social majoritaire pour la transformation de la société.

Les rendez-vous de la rentrée étaient dans toutes les têtes, à commencer par la mobilisation pour la défense des retraites... qui obligera l'aile critique de l'actuelle majorité à clarifier ses positions, dans les actes.

Ces Assises ont été un moment de maturation pour cette mobilisation centrale à construire face à une nouvelle contre-réforme de grande ampleur.

Le succès de ces Assises s'ajoute à ceux du 30 septembre 2012 et du 5 mai : le Front de Gauche a réussi ces trois démonstrations de force, hors période électorale.

C'est le signe qu'il polarise à gauche et qu'il représente un espoir et un élément-clé de perspective politique.

Cela ne constitue pas en soi une alternative politique, mais cela peut y contribuer, surtout si le Front de Gauche remet en chantier, en s'appuyant sur les mobilisations indispensables, le travail d'élaboration programmatique et la réflexion stratégique, et s'ouvre davantage à une vraie dynamique citoyenne... ■

Bruno DELLA SUDDA

LA GAUCHE ALTERNATIVE EN CÔTE D'OR

Depuis un an et demi, nous avons des rencontres au niveau régional, notamment avec la Gauche des Verts en Saône-et-Loire («Le Carrefour des Gauches Rouges-Vertes de Bourgogne»). Mais l'échelon départemental nous paraissant plus pertinent, nous avons créé en novembre dernier la Gauche Alternative 21, qui rassemble essentiellement la FASE, la GA et les Alternatifs. Un rassemblement qui s'est fait sans problèmes tant nous sommes habitués à nous retrouver ensemble dans les mobilisations voire dans des tentatives anciennes de regroupement. Nous nous sommes rassemblés sous l'appellation Gauche Alternative qui nous a semblé le plus opérant et comme d'autres ont choisi la même (Alpes-maritimes, Var ...), nous la mettons volontiers au débat pour le mois de novembre lorsqu'il s'agira de donner un nom à notre regroupement

Nous suivons les débats qui se mènent au niveau national par nos organisations mais il nous semble essentiel que le processus se construise aussi à la base si nous voulons qu'il rassemble le plus largement et si nous voulons surtout que chacune et chacun en soit acteur, à l'image de ce que nous préconisons pour la société

Sur le but et sur le rythme de notre rassemblement : pour nous en Côte d'Or, il est clair qu'il s'agit de dépasser un simple courant d'idées, qu'il faut dépasser nos divisions stériles et qu'il faut aller résolument vers un nouveau mouvement politique commun, vers un mouvement politique d'un type nouveau dont nous débattons les formes à l'automne. Nous avons besoin en effet d'un

outil efficace pour porter plus haut nos idées à l'intérieur du Front de Gauche comme en dehors, en tout cas toujours au cœur des mobilisations. Vu la profondeur de la crise multiforme qui nous assaille, nous avons besoin d'un nouveau mouvement politique plus fort.

Sur le rythme de la construction, nous sommes d'accord pour respecter les rythmes de chacun, pour organiser une période transitoire et pour mener les débats nécessaires mais en même temps s'il ne faut pas forcer le pas, n'engageons pas non plus une course de lenteur. Tout simplement parce qu'il y a urgence et que face au rouleau-compresseur de la crise et à la menace du FN et de l'Extrême-Droite, il y a urgence à résister d'abord, à avancer ensuite. Et de ce point de vue, la réunion nationale du 15 juin a été plutôt positive.

Comment nous sommes-nous organisés en Côte d'Or ?

* des réunions départementales mensuelles

* des représentations croisées dans les différents collectifs de mobilisation

* une initiative publique avec P.Zarka

* un début de communiqués de presse communs

* création d'une Association départementale qui nous permettra un financement commun et l'ouverture à des adhésions de non-encartés-es.

Les fortes convergences entre nous ne sont pas une négation



Communiqué de la FàL'A

FOIRE A L'AUTOGESTION 2013

Avec une fréquentation en hausse, la 2e Foire à l'autogestion, tenue à Montreuil (93) les 8 et 9 juin 2013, a de nouveau été une réussite, en tenant les deux objectifs qu'elle s'était fixée :

- sur la forme : être une « foire », c'est-à-dire un mélange d'éléments conviviaux (musique, cantine ouverte, espace enfants, discussions informelles), de structures politiques ou syndicales autogestionnaires, d'ateliers d'autonomisation, de coopératives de production autogérées... ;
- sur le fond : réunir les actrices et acteurs de l'autogestion, dans leur diversité : des associations de recherche sur l'autogestion aux collectifs autogérés, des théoriciens exigeants cherchant à renouveler un projet global de société à ceux qui pratiquent une l'autogestion au quotidien.

La Foire a permis à différentes familles autogestionnaires d'échanger et de confronter leurs approches, pratiques et exigences quotidiennes dans les luttes et sur le projet de société.

À noter que, parmi les 80 structures (syndicats, coopératives, associations, collectifs et organisations politiques) organisant l'événement, une place de plus en plus grande est donnée à l'écologie radicale (confirmant ainsi la tendance de la première foire). Ainsi, notamment, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a été le sujet de plusieurs débats.

Nouveauté de cette 2e édition : la venue en force d'ateliers d'autonomisation (récupération ou «do it yourself»), de la fabrication de produits ménagers ou cosmétiques à la réalisation de plusieurs jerrys (ordinateurs réalisées à base de récupération), de l'appropriation du numérique (avec un Village du logiciel libre), d'ateliers vidéo à l'autoréparation de vélo, en passant par une initiation à l'autodéfense féministe.

La Foire a aussi, comme l'année dernière, donné lieu des moments de réalisation collective, comme la gestion horizontale de la cuisine qui a assuré des repas durant les deux jours.

Foire vivante et joyeuse, mais sur laquelle a plané l'ombre du jeune Clément Méric, assassiné quelques heures avant le début de la Foire. Après un hommage public, de nombreuses et nombreux participants se sont rendus à la manifestation organisée à Paris, puis au concert de soutien à l'Action antifasciste Paris-Banlieue.

Ateliers et forums de la foire ont permis d'échanger autour d'un programme dense. Outre les ateliers, débats et forums, du théâtre, avec la pièce Side in/Side out, de la musique, une expo d'affiches... Sans oublier l'excellente bière de la microbrasserie Zymotic. ■

des débats qu'il nous reste à mener. Au contraire, c'est en croisant nos traditions politiques respectives sans oublier les apports du mouvement altermondialiste, syndical ou libertaire que nous pourrions approfondir tous ces débats. En Côte d'Or, nous en avons déjà esquissé certains à propos des textes pour le 15 juin : la place des religions aujourd'hui, l'appellation de l'éco-socialisme et la planification écologique, l'Europe et l'euro, la place des élu-es ou le fonctionnement du nouveau mouvement ou parti-mouvement, que l'on souhaite horizontal et ouvert.

En tout cas en Côte d'Or, nous sommes résolument engagées dans ce processus de construction. ■

Jacques THOMAS



Onfray, une imposture

J'apprécie Michel Onfray. Peut-être parce que j'ai tendance à le comparer à Bernard-Henry Lévy et Luc Ferry. Certes, dans ses cours à l'Université Populaire de Caen, il ne craint pas de psychanalyser Epicure à deux mille trois cents ans d'écart... Certes, il trouve que le Spinoza de l'Éthique est hédoniste, et le Marx du Capital idéaliste... Mais il est aussi capable de dénoncer l'état des prisons françaises, ou de ramasser un catho sur les questions de la morale.

Michael Paraire n'écrit pas un brûlot anti-Onfray, il ne profite pas de la notoriété

d'Onfray pour exister dans son ombre, glaner ses miettes. Mais il réfléchit. Il remet en cause le complice de la société du spectacle, il contre-attaque face au mépris dont le phénomène Onfray a voulu couvrir le groupe de Tarnac ou Philippe Poutou.

Que lui reproche-t-il ? D'abord, les erreurs d'interprétation, Spinoza et Marx parmi une ribambelle d'autres. Mais aussi l'explication systématique des pensées philosophiques par la biographie, qu'on

ne peut séparer du spectacle de soi permanent que donne le philosophe de Caen. Surtout il critique ce professeur qui ne philosophe pas, ne

produit pas d'idées, mais se contente de pomper tous les autres. Et il y a le chouchou d'Onfray, Nietzsche, le philosophe des nazis remis au goût du jour par les postmodernes, dont Michael Paraire rappelle les remarques antisémites, le culte de la domination sous couvert de la pulsion de vie, la pensée fragmentée par assertions définitives.

Le livre se compose de deux parties, la première est consacrée à Onfray, la deuxième traite de l'alternative que propose l'auteur : le suranarchisme (opposé au « postanarchisme » d'Onfray).

Pour l'auteur, le suranarchisme doit s'enrichir des

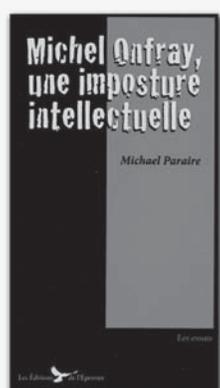
apports des sciences contemporaines, il est un vrai matérialisme. Il est aussi l'occasion de cesser de traiter la violence des dominés en soi, pour la dénoncer, sinon que faire face à la domination ? Le suranarchisme aspire aussi à la cohérence et à l'unité des mouvements contestataires plutôt qu'à leur éparpillement satisfait, il s'agit bien de changer de système global. La réflexion sur le pouvoir est une autre dimension : l'auteur invite à partager le pouvoir de façon égalitaire plutôt que le fuir, ce qui n'aboutit qu'à l'abandonner à ceux qui s'en gavent. Et c'est cette deuxième partie qui donne envie de poursuivre le débat : les mouvements parcellaires spontanés aspirent-ils à l'unité ? La place du philosophe dans le mouvement contestataire peut-elle ne pas être dominante ?

Comment changer de monde sans réfléchir à ces questions ? ■

Vincent DUGUET



En 2007, et en trois mois, M. Onfray soutiendra S. Royal, O. Besancenot, J. Bové, l'abstention, puis, à nouveau Royal (dessin paru dans le journal d'AL)



Michel Onfray, une imposture intellectuelle, Michael Paraire, Editions de l'épervier, 2013, 201 pages, 13€.

J'ai vécu une laïcité dans les faits. Mon père, Omar Benmalek, fut un musulman pratiquant sans barbe ni turban. Sa foi fut une donnée constitutive de son être. Il avait existentiellement besoin de croire en un Dieu transcendant et juste. Je dirais même que dans notre famille (père, mère et cinq enfants) il fut le seul à vivre sa croyance avec constance). Mais jamais il n'en fit une règle et une loi. Très tôt, il m'a été donné de voir, d'intérioriser que la foi se vit personnellement, en dehors des intérêts et des activités de la vie.

Nous avons vécu l'islam à travers des pratiques culturelles : le ramadan, les fêtes de l'Aïd El-Seghir, de l'Aïd El-Kébir, l'Achoura, le Mouloud (anniversaire de la naissance du prophète)... Ces pratiques relevaient de la convivialité familiale et sociale. Le ramadan était souvent considéré comme un rite de passage. Le premier jour de jeûne d'un enfant, fille ou garçon, était perçu et vécu comme l'un des premiers pas menant vers le monde des adultes. De surcroît, l'enfant qui rompait pour la première fois le jeûne, en compagnie de ses aînés, était fêté et avait droit aux meilleurs morceaux, autant que possible.

De l'islam, à travers une rhétorique relevant

ESQUISSE

du récit de mémoire – la mémoire des anciens – mon père nous a transmis le devoir d'hospitalité, d'accueil de l'étranger, la sacralité des orphelins et de la protection qui leur était due.

Or, il importait à mon père que nous fussions d'abord de bons élèves avant d'être de bons musulmans. La religion avait son heure. Je me souviens : j'avais quinze ou seize ans, c'était le mois de ramadan et il n'était pas question pour lui que j'aie en classe le ventre vide et que j'aie ainsi l'excuse d'une mauvaise écoute et d'une mauvaise note. Il m'obligeait à manger sous ses yeux. Il a dû se retourner plusieurs fois dans sa tombe à chaque fois que des jeunes ont joué leur croyance contre l'école et l'instruction. Lorsque je préparais mes examens et que je veillais tard, il passait sa tête à travers la porte et m'encourageait : « *C'est bien ma fille, étudie encore et encore. L'encre du stylo à plume que tu utilises pour écrire est l'équivalent du sang des martyrs* ». Ce qui dans sa bouche d'ancien indépendantiste signifiait exactement : le sang des résistants qui se sont battus pour la dignité et la liberté.

Nous étions les enfants de générations qui s'étaient battues pour une patrie indépendante. Le rêve qui a porté nos aînés dans leur combat a été l'instruction et la culture pour toutes et tous. Le rêve des mères n'a pas été de voir leurs filles voilées, au contraire.

La foi de mon père était

subjectivement sincère. Il tenait en horreur les hâbleurs. Sa croyance s'appuyait sur de la connaissance, textes, poésie et lectures. Dans notre éducation, nous n'avons connu ni école coranique ni mosquée. Lorsqu'il voyageait en Europe, notamment en France, il s'adaptait. Hormis le porc, il consommait les viandes du pays sans s'inquiéter de savoir si elles étaient hallal ou non.

Habiba, ma mère, de double culture, était croyante de manière souple. Au contraire de mon père, elle vivait de longues périodes sans s'adonner aux cinq prières journalières. Sa foi en l'islam était très individuelle et très généreuse.

Je me suis ressentie clairement athée, à l'âge de dix-sept ans. J'étais en classe de première littéraire. Je l'ai vécu sereinement, sans tourmente particulière, telle une évolution qui allait de soi. Je n'ai plus fait le ramadan. Ma mère le savait et l'a accepté. Je n'ai pas jugé nécessaire d'en informer mon père qui s'est gardé de me poser des questions à ce sujet. La seule chose qui importait sous notre toit était de nous retrouver réunis autour d'une même table alors que résonnait l'appel du muezin. Nous dégustions ensemble la soupe de blé, le pain maison, les bouraks préparés par les mains nourricières et bienveillantes de notre mère. Les ramadans de mon enfance et de ma jeunesse à Constantine

sont placés sous le signe du partage et de la tendresse familiale. Et lorsque nous entendions à la télévision nationale un sinistre imam promettre les épées de l'enfer aux non jeûneurs et aux non croyants, nous en rions, tant c'était loin de notre vécu.

Bien plus tard, lorsque le péril islamiste s'est profilé en Algérie, avec la cohorte d'assassinats, de malheurs et de deuils que l'on sait (vraiment, le sait-on assez, veut-on le savoir ?), lorsque des journalistes, des syndicalistes, des communistes, des enseignants, des médecins, des artistes, des policiers, des maires, des préfets, des femmes de ménage, des voyantes ont été tués au nom de l'islam, lorsque des femmes ont été abattues parce qu'elles refusaient de porter le voile, j'ai béni le ciel que mon père ne fût plus de ce monde. Il n'aurait pas compris et en aurait perdu la raison. Que ceux qui s'empressent d'oublier les années qui ont saigné l'Algérie du fait des islamistes se rafraichissent la mémoire. Qu'ils retrouvent les images télévisuelles de Belhadj où celui-ci affirme : « *La démocratie ? Je la déchire et je marche dessus* » Qu'ils re-lisent les avertissements des chefs islamistes où ils annonçaient, entre autres, que les journalistes seraient parmi les premiers.

J'ai été enseignante à Alger. J'ai vu des groupes d'étudiantes, voilées de la tête au pied, défilé plusieurs semaines de suite dans l'enceinte universitaire et clamer en chœur : « *Pour la foi nous vivons, pour la*

foi nous mourons et pour elle nous irons à la rencontre de Dieu » qui m'ont fait comprendre qu'elles m'étaient des adversaires politiques. Je les ai prises très au sérieux. J'ai compris que ma fille était en danger et pas seulement elle, ô combien...

De toutes nos forces, de toute notre énergie, nous avons réagi, avec quelque naïveté. Nous ? Démocrates algériens, femmes et hommes, au moins réunis par l'idée que l'islam politique ne saurait gouverner nos existences. La sphère de l'État et la sphère de la religion devant être indépendante l'une de l'autre. A plusieurs reprises, nous avons manifesté et marché dans les rues d'Alger pour la démocratie, organisé des journées d'étude.

Je consulte mes archives. Dans une brochure intitulée *La femme et le travail, Contribution à une recherche, Alger 8 mars 1992*, figure un article que j'ai écrit, intitulé « *Les femmes et la traversée du Fascisme* ». M'appuyant sur un ouvrage historique, j'y procède à une étude comparée entre les expériences italienne, allemande et espagnole. Il était troublant et fort intéressant de constater que les discours des chefs intégristes concernant la place et la fonction assignées aux femmes avaient des points de forte concordance avec ceux de Mussolini et d'Hitler. Comparaison n'est pas raison, mais on peut y réfléchir... ■

Soumya Ammar KHODJA
algéro-française,
nouvelliste, poète.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.